

Jean-Pierre Hansen

CHRONIQUES

SOUS HAUTE TENSION

Précis de recomposition

Récit

Préface de Béatrice Delvaux

Racine

*À Adèle et Lucie
mes petits spitrons d'étoile,
à Henry
mon roi d'Angleterre,
aux autres à venir peut-être,
à toi, ami lecteur qui ouvrirait la bouteille...*

PRÉFACE

Mais comment la Belgique a-t-elle pu laisser passer ses grandes entreprises, ses «bijoux de famille», sous contrôle étranger? Comment a-t-il été si facile pour des actionnaires, français le plus souvent, de s'emparer de nos banques, compagnies d'assurances et compagnie pétrolière, souvent citées pour leurs performances, toujours vantées pour leurs compétences? Dans ces questionnements, il y en a un qui domine depuis des années : comment notre pays a-t-il pu céder un secteur électrique que la France et l'Allemagne ont féroce-ment bétonné, estimant que c'était un actif stratégique dont l'État devait conserver la propriété? Et pourtant, la Belgique a bien laissé filer Tractebel et son électricité chez le français Suez, aujourd'hui Engie.

Ces ventes ont signé la faillite d'un certain capitalisme belge : c'était la conclusion que nous tirions avec Stefaan Michielsen en 1999 au terme du *Bal des Empires*, le livre qui retraçait l'histoire étonnante de ces ventes, dont celle de Tractebel. Les relations «électriques» entre Paris et Bruxelles, désastreuses au départ, ont toujours été difficiles. L'idée d'un Engie qui se paye sur la bête, d'une facture nucléaire qu'on va laisser à la Belgique tandis que la France captera les profits réalisés sur les consommateurs plane toujours aujourd'hui.

Nous avons à l'époque notamment «reconstruit» la sortie du flamboyant Philippe Bodson, le patron emblématique de Tractebel viré par les Français avec l'aide du magnat et actionnaire belge Albert Frère, au terme d'un combat de titans. Dans ses *Souvenirs*, Jean-Pierre Hansen rapporte les propos que lui a tenus Philippe Bodson lors de leur passage de témoin : «Essaye autrement, moi je n'ai pas pu.» Ce que Bodson nous avait traduit par : «J'ai essayé l'opposition, Hansen va tenter l'entrisme.»

Au cours des années qui ont suivi ce changement de leader à la tête du géant électrique belge, *Le Soir* n'a pas lâché la question : Jean-Pierre Hansen avait-il réussi à sauver ce qui pouvait l'être ou avait-il été surtout le jouet, le dupe ou l'instrument des Français ? Lui et moi sommes restés fâchés pendant près de deux ans suite à un éditorial consacré à l'« Electragate ». C'est sa porte-parole de l'époque, Sophie Dutordoir, aujourd'hui à la tête de la SNCB, qui avait forcé la réconciliation, estimant que même si on n'est pas d'accord, on a toujours intérêt à se parler. Nous n'avons, depuis, cessé de converser, actant nos divergences comme nos convergences.

C'est donc avec une très grande curiosité que je me suis plongée dans ses *Souvenirs*, impatiente de voir comment il racontait « son » histoire d'une électricité belge perdue, lui qui a de tout temps été habité par une prudence de Sioux, fuyant les interviews non par modestie, mais par conviction que l'exposition médiatique brûle ceux qui s'y exposent plus souvent qu'elle ne les sert.

Pour la journaliste, il est extrêmement précieux et instructif d'avoir accès à toutes les versions d'une histoire. Cela rend par ailleurs modeste l'éditorialiste qui a mis tant d'acteurs de l'actualité sur la sellette. Cela lui rappelle que les choses ne sont pas aussi simples qu'on le lui avait dit ou qu'elle voulait le croire. En lisant ses *Souvenirs*, on ne peut ainsi pas ne pas se poser la question : « À sa place, qu'aurais-je fait ? »

Dans les faits, depuis 20 ans, l'emprise française sur Bruxelles n'a fait que s'accroître, provoquant même la démission très symbolique de Sophie Dutordoir de la direction de la filiale belge. Un constat que Jean-Pierre Hansen contestait, en tout cas jusqu'en 2009, moment où il céda les commandes de l'entreprise. Sur l'état actuel des lieux, par contre, le patron confirme : Electrabel a été démantelée. C'est évident lorsqu'il décrit ses dernières années à la tête de l'entreprise : « On ne construisait plus, on défaisait. Et on essayait pauvrement de le faire au mieux. » Ou quand il évoque le sort de l'actuel patron d'Electrabel, Philippe Van Troeye : « Il entama, dans les conditions que j'ai décrites, une manière de chemin de croix au bord duquel je ne manquai jamais de l'encourager. »

Le patron refuse d'endosser la responsabilité de ce démantèlement, si ce n'est celle d'avoir résolument opté pour la *realpolitik* comme seule politique, à la manière d'un Davignon – « Il n'y a que les réalités qui vailent. » Jean-Pierre Hansen – c'est la grande différence

avec Philippe Bodson – ne mène ainsi pas de guerre contre l'actionnaire qu'il ne peut remporter, partageant sur ce chapitre l'adage de Gérard Mestrallet et Stevy Davignon : « S'il y a conflit entre l'actionnaire et le gestionnaire, c'est toujours le premier qui l'emporte. » Ce sont les autorités politiques belges successives qu'il charge lourdement, les françaises aussi, avec en filigrane le constat répété de l'absence de sentiment national et patriotique de Belges soucieux avant tout de leur plus-value boursière.

On aurait pu craindre un ouvrage tamisé, tant l'auteur fuit les polémiques publiques. C'est tout le contraire. Ces *Souvenirs* regorgent d'une truculence et d'une subtile cruauté portées par un style très *British* qui fait sourire devant quelques assassinats. La plume délivre son trait d'humour et de curare.

Vous êtes ici devant le parcours d'un homme venu d'un milieu modeste, né dans un petit village très éloigné des cercles de pouvoir, qui doit beaucoup aux professeurs rencontrés, à la chance, à l'intelligence, à l'entregent et au sens tactique. Ce fils d'ouvrier est devenu un membre de l'*establishment* économique, scientifique et intellectuel belge et français, « avec tout ce qui va avec ». On lui en a proposé tous les signes extérieurs et il n'en a refusé aucun : baron, régent de la Banque nationale, professeur à Polytechnique, membre de l'Académie, etc. Cela fait tout l'intérêt de cet opus qui nous livre, de l'intérieur, les clés d'une certaine Belgique avec sa noblesse, ses intercommunales, ses cabinets ministériels, ses partis et ses francs-maçons, mais aussi de la France des énarques et du monde global des affaires. Vous pouvez ne pas partager la fascination de l'auteur pour la petite cuisine des grands de ce pays et de ce monde, mais vous ne pourrez que trouver très intéressant le voyage qu'il y propose.

L'un de nos derniers différends a porté sur le cas de la *holding* publique liégeoise Nethys. Jean-Pierre Hansen m'a ainsi longtemps reproché de nourrir des doutes et des critiques sur ce modèle, après avoir tant vanté celui de Tractebel, dont la *holding* liégeoise ne serait selon lui qu'une réplique, soit l'utilisation des dividendes tirés d'une activité régulée pour financer la croissance d'autres activités relevant du secteur privé. Je lui ai constamment répliqué par la différence de gouvernance et de transparence entre les deux groupes et il a récemment convenu que l'actualité de ces derniers mois me donnait raison.

Un incroyable retournement de l'histoire fait que c'est lui aujourd'hui qui, avec ses collègues, est chargé d'apporter cette gouvernance

et de faire cette transparence à Liège. Ce qui met soudain cet homme sous les feux de sacrés projecteurs. Pourquoi a-t-il accepté cette mission ? Ce livre permet de le comprendre. Au-delà de la largesse de ses réseaux politiques qui le mettait sur la liste des « élus », ce qui a joué est un mélange d'*hubris*, de sentiment du devoir, d'aide à des amis de toujours, mais aussi une forme de nécessité de montrer qu'il veut servir la cause publique et son pays, après avoir été tant accusé de les avoir délaissés.

Il n'a en tout cas pas choisi la facilité : il prend le risque d'être catalogué comme membre d'un clan, acteur du système, inventeur du lien aujourd'hui vu comme incestueux entre le privé et les intercommunales. On se doit juste de dire qu'à plus de 70 ans, il y en a beaucoup, cités notamment dans son ouvrage, qui auraient choisi de fuir plutôt que de prendre le risque de s'exposer en bout de course et de risquer une réputation qu'il avait jusque-là pris un soin jaloux à préserver. Au point d'avoir l'envie de coucher son parcours sur papier pour un livre qu'il croyait publier dans l'indifférence générale.

Pour le coup, c'est raté.

Les confrontations avec Jean-Pierre Hansen sont exigeantes, mieux vaut y venir armé intellectuellement. Si j'ai accepté de faire cette préface, c'est parce que la liberté d'expression y a toujours régné en maître. Ce qui n'est pas l'attitude la plus fréquente dans les milieux de pouvoir qu'il a tant fréquentés.

Béatrice Delvaux
Éditorialiste en chef au journal *Le Soir*

AVANT-PROPOS

Longtemps, je me suis demandé qui étaient mes grands-pères. Le père de ma mère, Nicolas, qui participait à une filière d'évasion de clandestins, a été arrêté en 1944 à 45 ans, emmené à Arlon puis en Allemagne. Des camarades de captivité ont dit l'avoir croisé, détenu à Rostock. On ne sait ni pourquoi ni comment il était arrivé là et on ne l'a jamais revu. Frédéric, le père de mon père, était comme lui mécanicien-ajusteur à l'usine d'Athus. Il y a créé, dans les années 1920, le premier système de protection sociale et de couverture de soins de santé. Également président de la fabrique d'église, il ne reste de lui ni histoires ni anecdotes. Seulement une photo à moustaches, l'air sûr de lui mais bienveillant. En 1939, malade, il est mort à Louvain, loin de chez lui, à 61 ans.

Avec l'écume des jours, cette question m'est passée. Aujourd'hui, je suis plus vieux qu'eux et moi-même grand-père. Un soir d'été, en regardant mes petits-enfants jouer sur la plage, je me suis dit qu'ils pourraient peut-être se poser cette même question, par un jour sombre ou joyeux, pour toutes les raisons que l'on peut imaginer ou celles qu'ils se trouveraient eux-mêmes.

C'est donc pour eux que j'ai écrit ce petit livre. Pour témoigner aussi d'un monde et de modes de vie qui semblaient éternels et qui ont si vite disparu. Ainsi, par exemple, se demanderont sans doute mes petits-enfants et leurs enfants, était-il *vraiment* possible de vivre sans wi-fi ?

Des amis m'ont dit s'étonner de son titre, *Chroniques sous haute tension*, allusion si transparente à une carrière de quarante ans dans le secteur de l'électricité. Comme Montesquieu se demandait comment on peut être persan, ils s'interrogent eux aussi : comment peut-on *aimer* l'électricité, facilité ancillaire et banale qui ne passionne que quand elle vient à manquer ? La réponse tient en quelques mots :

de ses origines jusqu'à aujourd'hui, l'organisation des systèmes électriques a toujours été le miroir quasi parfait des choix politiques et économiques d'une société. Et donc, au-delà de technologies fascinantes et de légendaires sagas entrepreneuriales, « le secteur » allait offrir un inépuisable terreau à l'observateur de la vie collective et de la nature humaine que je suis très tôt devenu, on le verra.

Peut-être la vocation de ces pages est-elle de jaunir dans un grenier et d'y tomber en poussière, sauf si un lecteur de hasard venait à les parcourir par désœuvrement à l'occasion de l'on ne sait quel déménagement. Elles sont donc d'abord une petite liasse, dont j'enroule les feuilles avant de les sceller dans une bouteille, que je jette dans la plus vaste mer qui soit, celle du temps.

Ce ne serait pas grave puisque, en les écrivant, j'ai aussi cédé à une envie, sans rime ni raison : celle de passer un hiver à raconter quelques souvenirs, car « l'hiver convient aux souvenirs, étant mort et eux aussi »¹.

En tout cas, ce qui est sûr, c'est que « vivre sa vie à la course de sa plume », selon la belle formule de Madame de Sévigné, expose au ridicule ou à l'apitoiement si le produit de cette plume est lu ou, pire, publié. Prenons le risque.

Ajoutons qu'au fil des souvenirs, les tentations peuvent être nombreuses. Par exemple, Fouché prévenait en avant-propos de ses mémoires : « Je me donne la consolation d'ôter le masque à quelques hypocrites. Il faut bien, en quelque manière, souscrire à la loi générale qui a mis dans le cœur humain le malin plaisir de soulever des voiles². » Mais, *in articulo mortis*, le maître-policier ne dévoilera rien sur personne et renoncera même à publier ses notes. Aurons-nous cette décence ou cette prudence ?

On trouvera ici peu d'émotions et de sentiments. Non qu'ils n'aient pas joué un grand rôle dans ces jours passés, mais simplement parce que je n'ai ni le courage ni les mots qu'il faut pour les décrire.

Quoi qu'il en soit, raconter des souvenirs suppose le vrai. Ainsi, en grand romantique, Alfred de Vigny estimait que « quand on parle de soi, la meilleure ruse est la franchise. Je ne saurais me parer de bonne grâce de la plume des paons : toute belle qu'elle est, je crois que chacun doit lui préférer la sienne. » Et pour être très clair, le comte précisait aussi : « Je ne me sens pas assez de modestie, je l'avoue, pour

1 Francis Walder, *Saint Germain ou la négociation*, Paris, Gallimard, 1958.

2 E. de Waresquiel, *Fouché – Les silences de la pieuvre*, Paris, Taillandier, 2014.

croire gagner beaucoup en prenant quelque chose de l'allure d'un autre¹.»

Le vrai, donc, ou en tout cas ce que je perçois aujourd'hui comme tel. Mais, comme tant d'autres en matière de souvenirs, peut-être ai-je «la mémoire qui flanche», comme le chantait si joliment Jeanne Moreau?

On trouvera donc ici des histoires, un peu d'Histoire, des souvenirs et, j'espère, quelques sourires. Ils me sont venus de mémoire ou, à partir de 1990, à la relecture de mes agendas, béquilles utiles aux dates et aux faits.

Parfois, je me suis amusé à les revisiter, comme l'on dit, c'est-à-dire à les commenter à la lumière de ce qui s'est passé depuis, et jusqu'à aujourd'hui, pour essayer d'en tirer quelques leçons. D'où ce sous-titre bizarre: «Précis de recomposition», détournement du «Précis de décomposition» de Cioran, écrivain atrabilaire et ennuyeux, dont les livres me sont tombés des mains malgré ma bonne volonté. Soyons juste: comme Amélie Nothomb, il avait le goût et le sens des titres qui plaisent. Pour ça en tout cas, merci à lui.

1 A. de Vigny. *Servitude et grandeur militaires*, Paris, Gallimard, Folio, 1992.

Chapitre I

EN PASSANT PAR LA LORRAINE

Je suis né dans un pays de *marches*, terres ballottées entre empires et royaumes, aux confins des mondes latin et germanique, séparées par des frontières linguistiques qui ne disaient pas leur nom – et qui d’ailleurs ne gênaient personne, le destin des populations étant de vivre là où chacun était né.

Frontières linguistiques

Ainsi, le duché de Lorraine avait de tout temps été disputé entre la France et l’Empire germanique. On y parlait des dialectes roman dans la partie ouest et allemand à l’est. Ses grandes villes, Nancy, Toul, Metz étaient des évêchés prospères ou des cités de prestige. Longwy, tout au nord, avait été fortifiée par Vauban au xvii^e siècle pour défendre cette Lorraine contre les vellétés d’incursions allemandes. Au xviii^e, le débonnaire Stanislas Leszczyński, roi déchu de Pologne et beau-père de Louis XV, y avait été recasé en viager, en quelque sorte, et avait abandonné la gestion du territoire à son intendant, lequel avait décidé de franciser l’administration, la justice et jusqu’au langage courant, sans lésiner sur les moyens, envoyant simplement aux galères les récalcitrants. Française jusqu’en 1871, où elle devint allemande après la guerre perdue contre Bismarck, la Lorraine redeviendrait française après 1918 et le resterait.

Le comté de Luxembourg lui aussi était une entité bilingue¹. Depuis 1350, il englobait *grosso modo* les territoires actuels du grand-duché de Luxembourg et de la province belge de Luxembourg. Une frontière linguistique le traversait du nord au sud, distinguant un

1 Cf. p. ex. J.M. Triffaux, *Combats pour la langue*, Arlon, La Vie arlonaise ASBL & Institut archéologique du Luxembourg, 2002.

«quartier wallon» à l'ouest et un «quartier allemand» à l'est. Les choses allaient changer en 1815 et – on l'imagine mal aujourd'hui – son statut allait requérir les soins des plus grands esprits diplomatiques du temps, dont Palmerston, von Bülow et Talleyrand lui-même. En mai 1815, le Congrès de Vienne redessine la carte de ces contrées : la Hollande (anciennes «Provinces Unies») et la Belgique (anciens «Pays-Bas Autrichiens» et principauté de Liège) sont réunies au sein d'un nouveau pays, le royaume des Pays-Bas, avec Guillaume I^{er} d'Orange-Nassau comme souverain. Un sort particulier allait être réservé au Luxembourg : celui-ci, élevé au rang de grand-duché, est donné en possession *personnelle* à Guillaume I^{er}, qui devient donc roi des Pays-Bas *et* grand-duc de Luxembourg. Le nouveau grand-duché entre dans la Confédération germanique et une garnison prussienne s'installe dans la forteresse de Luxembourg. Toutes ces dispositions s'inscrivent dans la mise en place d'un système défensif destiné à prévenir toute nouvelle agression de la France.

Guillaume décide ne pas traiter le Luxembourg comme un État séparé mais comme une simple province de son nouveau royaume, les députés luxembourgeois siégeant par exemple dans la même assemblée que tous les autres députés belges.

Après la révolution belge de 1830, les puissances européennes se réunissent à Londres. Elles reconnaissent l'indépendance de la Belgique, mais rejettent ses prétentions sur le Luxembourg. Le Traité dit «des XVIII articles» de juin 1831 décide cependant que le grand-duché restera administré par la Belgique et il est stipulé qu'il pourra être racheté par celle-ci.

À ce moment, les troupes hollandaises entrent en Belgique. Le nouveau petit pays ne peut être sauvé de l'agression batave que par l'arrivée sur son territoire des troupes françaises, appelées à la rescousse et qui arrêterent l'armée orangiste. Les négociations reprendront à Londres et le Traité des «XXIV articles», beaucoup moins favorable à la Belgique, décidera du partage du grand-duché entre Hollande et Belgique, selon la *frontière linguistique*.

Cette séparation par la langue ne sera cependant pas intégralement respectée, pour des raisons très différentes. D'une part, la zone de langue germanique du district de Bastogne n'est attribuée au grand-duché que pour les deux tiers environ... parce que l'administration du ministère allemand des Affaires étrangères n'avait qu'une idée très vague des langues parlées localement et que Bülow, le négociateur allemand à Londres, ne pouvait donc que faire au mieux.

C'est ainsi que neuf villages de ce district restèrent belges, dont Wisembach et Bodange, où la famille de ma femme trouve ses origines. D'autre part, toute la région d'Arlon, également germanique, est attribuée à la Belgique et non au grand-duché. Celle-ci s'étend au nord de la frontière française, où veille la place forte de Longwy, et comprend le village d'Athus. Mais ceci pour des raisons moins anecdotiques : une soixantaine de petites localités sont données à la Belgique à la suite d'une revendication française, dont l'objectif est de neutraliser la zone couvrant le nord de la forteresse de Longwy et de placer hors de la Confédération germanique la route stratégique allant de Metz à Liège, passant par Thionville, Arlon et Bastogne.

En résumé, le Traité des XXIV articles stipule que la Belgique conserve l'actuelle province de Luxembourg, avec les districts de Marche, de Neufchâteau et de Virton en entier, le district de Bastogne en partie et une bonne moitié des communes du district d'Arlon. Une bande d'une longueur de 40 km sur une largeur dépassant à certains endroits 15 km, englobant une population de 23 000 habitants qui parlent l'idiome luxembourgeois, reste ainsi attachée à la Belgique. Cette région qui s'étend de Tintange à Athus et de Hachy à Sterpenich, est baptisée « *Arelerland* », le « pays d'Arlon ».

C'est pourquoi je ne suis ni ardennais ni gaumais, comme on le dit trop facilement de quelqu'un qui vient de la province de Luxembourg, mais *lorrain*.

Recettes de grands-mères

C'est dans ces mondes de l'extrême sud que vit ma famille depuis aussi longtemps que l'on se souvienne. Mon cousin et fidèle ami Pierre Brosius, récemment saisi comme beaucoup par la passion généalogique, a reconstitué l'ascendance des Hansen jusqu'à Jean-Nicolas, né en 1781 à Toernich, et celle des Brosius, le nom de ma mère, jusqu'à l'ancêtre Pierre, né en 1798 à Athus. Ils se sont tous mariés dans ces mêmes villages et étaient cordonnier, tisserand, journalier, laboureur ou cultivateur jusqu'à la fin du XIX^e siècle, où ils allaient, pour le meilleur et pour le pire, devenir ouvriers.

Les allées et venues entre les frontières des nations avaient bien sûr peu changé les habitudes des gens et là où l'on parlait le *luxembourgeois* on a continué à le faire, et aujourd'hui encore. Ainsi, mon cousin Pierre, le généalogiste, qui a épousé une française, la délicieuse Michèle, avec qui il habite en Lorraine française dans un

village près de Thionville, vit dans un milieu complètement germanophone. Ainsi aussi, mon collègue de la Lyonnaise des Eaux, Claude Guirkinge, distingué ingénieur centralien et lorrain français, trouvait amusant de me demander en luxembourgeois comment j'allais avant chaque réunion dans les salons de la rue d'Astorg, siège du groupe Suez. Ainsi encore de mes deux grands-mères, Jeanne Wagner, la mère de mon père, et Maria Brosius, la mère de ma mère.

Jeanne était née en 1886, aînée de neuf enfants d'un couple de fermiers qui exploitaient pour le compte d'un propriétaire une petite ferme à Longeau, hameau proche d'Athus. Au décès de sa mère, elle dut tout à la fois aider son père et s'occuper des petits. Les temps étaient durs. Notamment, elle avait raconté à mon père que, lorsque l'hiver était long, elle prenait sur l'épaule la lourde pendule du salon et faisait à pied les vingt kilomètres qui séparaient Arlon de la ferme, pour porter l'objet en gage « au juif du faubourg ». Elle en avait gardé une certaine rancœur. Elle avouait aussi que, dans les champs, avec ses sœurs, pour ne pas perdre les bêtes de vue, et pour le dire brutalement, elle faisait pipi debout – pratique qu'elle avait retrouvée dans sa vieillesse et dans les champs derrière chez nous. Mariée tard, à 34 ans, avec mon grand-père Frédéric, et veuve, à 53 ans, c'était une femme stricte et digne, qui parlait peu et, quand elle le faisait, ne s'exprimait pratiquement qu'en luxembourgeois.

Elle avait appris à lire en allemand et n'avait qu'un seul livre, la *Légende de la vie des Saints*, du théologien Richard Ott, édité en 1863 en allemand gothique. Elle lisait chaque jour la vie de l'un des 365 bienheureux et, quand elle avait fini, elle recommençait. À 96 ans, elle n'avait jamais été malade et, un soir de 1982, elle a indiqué à mon père qu'elle avait une nouvelle fois terminé le cycle mais qu'elle se sentait trop fatiguée pour recommencer. Elle est morte cette nuit-là. Les deux tomes reliés sont encore dans ma bibliothèque.

Maria, née Dominicy et pour tous *Mémé*, avait d'abord été toute de joie et de bonne humeur. Un peu trop peut-être de l'avis de la sévère Jeanne. Elle avait épousé Nicolas Brosius et ils avaient eu trois enfants : Victor, le père de mes cousins Pierre et Robert, avec lesquels j'ai quasiment été élevé ; Adèle, ma mère ; et Lucie, leur sœur cadette – prénoms que Stéphanie a choisis pour mes petites-filles, les deux « spitrons d'étoile », citées en tête de ces pages. Mon père me racontait en souriant que, jeune, Maria avait dansé sur les tables. C'est tout récemment seulement que Pierre, au détour de ses recherches historiques, a été effaré de découvrir que son père était né

bien avant le mariage de ses (et de mes) grands-parents. On peut se demander pourquoi on l'a appris si tard – sans doute parce que *Mémé* n'avait que 17 ans à son mariage – et on imagine le scandale, au milieu des années vingt, dans cette petite commune. Personne n'en avait jamais touché un mot et ce n'est qu'après l'avoir découvert dans les registres communaux que Pierre m'en a averti, vers 2015. Cette faute de jeunesse n'était bien sûr pas acceptable pour la rugueuse Jeanne et donc mes deux grands-mères se battaient froid, se saluant à peine, cinquante ans plus tard, lorsque, à leur grand regret, elles devaient se croiser dans la rue.

Puis, Maria allait être frappée par le malheur : à même pas 40 ans, elle a vu son mari Nicolas emmené par la police allemande et il n'est jamais revenu. Je la revois encore pleurer discrètement lorsque l'un de ses frères, le grand-oncle Émile, engagé volontaire à la Brigade Piron et laissé pour mort, traversé de part en part par une balle de *sniper* puis miraculeusement rétabli après des mois d'hôpital en Angleterre, évoquait le sujet. La suite de sa vie ne serait guère plus joyeuse : en 1955 elle voyait mourir à moins d'un an le petit Marc, premier enfant de sa fille Lucie, ma tante. Et vers ses 60 ans, elle commença à s'enfoncer dans les brumes d'Alzheimer pour ne plus en revenir. Je l'ai dit, elle parlait peu. Sans doute, comme Jeanne, avait-elle ses raisons. Avec mes cousins, j'ai le souvenir qu'elle nous prenait sur ses genoux quand nous pleurions d'être tombés dans le jardin et nous caressait les cheveux en chantonnant «T'en fais pas mon petit gamin». Jeanne, elle, dans les mêmes circonstances, chantonnait «Douci, douci!», mélange ému de français et de luxembourgeois.

Hommes de fer

De ces terres sans frontières stables, Athus était l'exemple électif. Depuis l'an mil, le hameau dépendait de la châtellerie de Longwy (aujourd'hui en France) et de la seigneurie de Rodange (aujourd'hui au grand-duché de Luxembourg), toutes deux dans le comté de Luxembourg.

En 1264, son territoire est divisé en deux. Une partie est cédée au duché de Lorraine, l'autre reste dépendante du Luxembourg. En 1636, le village est tout simplement abandonné : les guerres de frontières et surtout les épidémies ont eu raison de la vie collective. Mais quelque trente ans plus tard, en 1664, des pionniers courageux

viennent y établir un fourneau pour produire la fonte qui devait alimenter les forges de la région. Déjà...

En 1678, Longwy, et donc Athus, rejoignent la France puis, au gré des traités et des alliances, le village dépendra de la France, de la Lorraine ou du Luxembourg, où il se trouvait au moment du Congrès de Vienne.

En 1751, les d'Huart, riche famille belge d'industriels et d'hommes politiques, actifs en Lorraine française, achètent plusieurs fourneaux de la région pour les développer et c'est en 1872 que deux frères, Fernand et Hippolyte d'Huart, ingénieurs de l'École Centrale française, fondent la *s.a. des Hauts Fourneaux et Aciéries d'Athus*. Le développement du village avec la sidérurgie va alors commencer et mes ancêtres, comme beaucoup, vont changer de métier: ils vont travailler en usine. La population du bourg va croître au fil des investissements: 4000 âmes en 1920, pour atteindre un maximum de 7000 habitants dans les années 1960, celles de mon enfance. Les ouvriers viennent des villages de la Gaume proche et de l'Ardenne, plus éloignée. Surtout, lors d'importantes vagues d'immigration, de nombreux Italiens viennent s'installer à Athus, dans les années 1920 déjà, pour fuir la pauvreté et, pour certains, le régime fasciste. Puis encore dans les années 1950, quand l'usine mobilise plus de 2000 ouvriers pour produire notamment les «ronds à béton» en acier, nécessaires à la reconstruction d'après-guerre et au développement des Trente Glorieuses. En 1960, pour ma communion solennelle, on boit, pour la première fois, du vin à la maison: le développement économique produit ses effets, même à Athus.

La sidérurgie s'était implantée et développée dans les trois lorraines, belge, française et luxembourgeoise. La culture et la sociologie y étaient les mêmes et les frontières semblaient bien poreuses. Pays de contrebande douce, chacun achetait en France ses cigarettes et au grand-duché l'alcool de grain ou de *quetsche* (plus de 60°) qui faisait l'ordinaire de la convivialité. L'histoire d'un curé d'Athus est restée célèbre qui, revenant à pied de Rodange, au Luxembourg, où il avait acheté une demi bouteille de cette *quetsche*, avait repéré les douaniers de la «volante», des étrangers venus de Bruxelles contrôler les gabelous du coin. Il avait aussitôt décidé de boire sa bouteille au goulot dans le *no man's land* séparant les deux douanes et avait caché son vertige en lisant dignement son bréviaire pendant qu'il passait devant les sbires des accises belges.

Un tout petit monde

Les amis et voisins de mes parents, comme mes camarades de classe, s'appelaient Angonese, Brescassin ou Santucci et ça semblait normal à tout le monde. Dans les usines belges, luxembourgeoises et françaises, les Italiens étaient pour tous les *macaronis*, comme les Luxembourgeois étaient les *keiskaps* pour les Belges, ceux-ci étant les *boyaux* (Dieu sait pourquoi!) pour les Français. Et tout était dit. Ça n'allait pas au-delà d'une sorte de certificat d'origine et l'on était l'un ou l'autre comme on supportait l'une ou l'autre équipe de football locale, sans que la moindre idée de mépris, de communautarisme et encore moins de racisme y prenne part.

Et pour cause: tout ce petit monde vivait ensemble et de la même manière, dans une parfaite identité commune. À propos de racisme, fût-il larvé ou inconscient, je repense parfois à la statuette de négrillon placée à l'entrée de l'église et munie d'un balancier qui, lorsqu'on y mettait une obole, oscillait de la tête en signe de remerciement. Ma mère, comme toutes ses amies à leurs rejetons, me disait le dimanche en entrant à la messe: «Mets un sou dans le p'tit nègre!» Je m'exécutais consciencieusement: elle et moi avions le sentiment de bien faire et tout le monde aurait été très étonné de se voir reprocher quoi que ce soit – pas plus que, quelques années plus tard, quand nous avons vu arriver ce qui était l'une des premières publicités, celle du célèbre «Y a bon Banania!», où un noir hilare nous engageait à chocolater le lait du goûter.

Tout ceci pour dire que la vie collective se structurait entre soi et autour «des usines». Les gerbes d'étincelles des *convertisseurs* d'acier illuminaient les nuits, comme des feux d'artifice permanents, et les lueurs rougeoyantes des *crassiers* d'Athus, de Rodange, ou de Mont-Saint-Martin – les usines belge, luxembourgeoise et française toutes proches – barraient les horizons. C'était chez nous.

Tout ce passé m'a aidé, bien plus tard, à comprendre les métallos de Liège et de Charleroi quand j'y ai travaillé. Au fond, le même mode de vie détermine les mêmes réflexes. Et conduit aux mêmes déceptions quand il prend fin. De ce point de vue, Athus a été, pour le pire, une sorte de précurseur: en 1977, l'usine s'arrêtait et des centaines de personnes étaient réduites au chômage avant, pour beaucoup, d'être temporairement reprises dans les usines voisines. Et pour d'autres – dont mon père, qui avait refusé de quitter «son» usine pour rejoindre Rodange, où ses talents de mécanicien et ses qualités

humaines étaient pourtant demandés – de se voir proposer un régime social de quasi-survie.

Aujourd'hui, la ville s'est trouvée, bon gré mal gré, d'autres futurs : celui des activités du Pôle européen de développement, centre logistique érigé sur le site assaini de l'ancienne usine, et surtout celui de cité-dortoir de Luxembourg. Peut-être le niveau de vie des habitants est-il égal ou même supérieur à celui de l'époque. Il n'empêche, la vie d'Athus a disparu. Le samedi, la Grand-Rue, alors si vivante et où j'allais me promener pour me distraire, est tristement vide et le quartier de la Frontière, celui des anciennes douanes, est devenu un coupe-gorge mal famé et dangereux.

Athus était donc d'abord une communauté. Mais elle était en fait, et quasiment à tous égards, partagée en deux : ceux qui étaient catholiques – c'était le cas de mes parents comme de beaucoup dans ma famille – et ceux qui ne l'étaient pas. Deux fanfares, deux clubs de football (*Le Saint-Louis*, catholique, et *La Jeunesse*, laïque) ; deux systèmes scolaires ; deux épiceries coopératives, (*La Coop*, socialiste, en face de chez moi, où ma mère s'approvisionnait sans réticence philosophique, et *L'EPC*, chrétienne, mais à l'autre bout de la ville) ; deux mutuelles ; deux syndicats... Parfaite illustration des « piliers » qui ont structuré la Belgique durant plus de soixante ans et, dans une certaine mesure, aujourd'hui encore.

Ce n'était cependant pas le petit monde de Peppone et Don Camillo et les amitiés, les proximités de travail ou les liens familiaux qui transcendaient ces clivages. Mon père était ainsi un ami du bourgmestre socialiste Dumont ; mes grands-oncles Émile, Josy et Léopold, frères de ma grand-mère Maria, étaient libéraux ou socialistes et en tout cas anti-curés d'après dîner, alors que leurs sœurs n'auraient pas manqué une messe ; et le curé lui-même, dans les années 1950, dînait souvent au presbytère avec le bourgmestre d'alors, Monsieur Gillet, ancien instituteur libéral et, soufflait-on sous le manteau, franc-maçon. Simplement, on était né d'un côté ou d'un autre, ou bien les hasards de la vie nous avaient fait changer de bord, voilà tout.

Dans cette vie, la plupart étaient pauvres, mais ne le savaient pas. Avant 1960, j'ai souvent entendu mes parents, le soir, s'inquiéter de savoir comment ils allaient « finir la quinzaine ». Mais au final, on ne manquait de rien de l'essentiel, et l'accessoire, si prégnant aujourd'hui, n'existait simplement pas. Personne n'aurait eu l'idée de partir en vacances ou d'acheter une voiture. Sans tentation, il n'y avait pas de vrai manque.

Les seules informations du vaste monde nous venaient de *La Libre Belgique*, livrée quotidiennement par le facteur et que mes parents épluchaient tous les soirs, ou des radios, belge, luxembourgeoise et française, captées par l'énorme appareil de «TSF» trônant dans la cuisine. Je me souviens des litanies des cours de bourse – dont nous ignorions tout, et pour cause – dans lesquelles les «Brufina» ou «Vieille Montagne» étaient pour moi des équipes de football et leur cote du jour le résultat du match; des commentaires sur «les événements d'Algérie», que mon père évoquait pour expliquer les traces de sang que l'on voyait parfois sur les baraquements qui abritaient les travailleurs immigrés des usines françaises; et des jeudis, où ma mère, un peu gênée, me mettait au lit plus tôt pour écouter Roméo Carlès ou Pierre-Jean Vaillard, ses «chansonniers» préférés, brocarder la République dans leurs cabarets – les Laurent Gerra de l'époque...

Comme je l'ai dit, les choses ont changé après 1960. La première télévision est arrivée à l'été 1960 chez Irma, la tenancière du bistrot voisin et amie de mes parents. Le quartier s'y réunissait pour regarder les mariages royaux, scrupuleusement diffusés par RTL, la chaîne privée installée Villa Louvigny à Luxembourg, seule captée par l'antenne d'Irma avant que l'ORTF ne la rejoigne et bien avant que la RTB ne franchisse les forêts ardennaises.

Personne n'avait donc de voiture, ni de téléphone, ni de salle de bain, ni de frigidaire et encore moins de chauffage central, sauf le médecin, le notaire et le pharmacien, dont l'épouse susurrail parfois à ses clients le lundi matin, que son mari et elle avaient été «à Luxembourg manger une truite au restaurant». Ma grand-mère Jeanne, qui l'avait connue fille de ferme, restait tout à la fois rêveuse et agacée par ces confidences de nouvelle riche, qu'elle tenait – et c'était le pire chez elle – pour le comble du mauvais goût.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Avant-propos	11
I En passant par la Lorraine	15
II La petite maison près des usines	25
III Un adolescent d'autrefois	39
IV Visa pour le monde	53
V À nous deux, Paris!	65
VI Servitude et grandeur militaires	71
VII Une passion électrique	87
VIII Premiers feux	107
IX 1, place du Trône, Paris VIII ^e	137
X Intermittent du service public	187
Épilogue(s)?	225

Photo de couverture : © Laetizia Bazzoni
Couverture : Dominique Hambye
Mise en pages : MC Compo

Toutes reproductions ou adaptations d'un extrait quelconque
de ce livre, par quelque procédé que ce soit, réservées pour tous pays.

© Éditions Racine, 2019
Tour & Taxis, Entrepôt royal
86C, avenue du Port, BP 104A • B-1000 Bruxelles
www.racine.be

D. 2019, 6852. 29
Dépôt légal : novembre 2019
ISBN 978-2-39025-114-9

Imprimé aux Pays-Bas